



Déclaration liminaire intersyndicale CHS CT du 17/03/2022

Ce jeudi 17 mars 2022, convocation du premier CHS-CT de l'année 2022.
Les organisations syndicales ne siégeront pas en raison de la grève interprofessionnelle, programmée ce même jour.

L'heure est à la mobilisation pour une reconnaissance de l'engagement des agents des finances avec une véritable revalorisation de la valeur du point d'indice.

La pauvreté augmente, les salaires stagnent, la valeur du point d'indice est gelée depuis 10 ans. Le prix des carburants flambe, celui de l'eau, du gaz et de l'électricité ne cesse d'augmenter tout comme celui des produits de première nécessité. Quant à l'inflation, elle dépasse les 3 %.

Nous demandons la revalorisation des salaires, en commençant par les plus bas, l'augmentation du point d'indice, le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat et la revalorisation de notre régime indemnitaire.

Nous demandons la suppression du nouveau régime indemnitaire au mérite, car avec toutes ces nouvelles restructurations, les agents sont définitivement pénalisés.

Nous revendiquons l'entreprise de démolition des politiques publiques, des services publics et de l'emploi public qui se poursuit dans nos directions.

Le transfert/abandon des missions fiscales de la Douane fera perdre 700 emplois à minima d'ici 2024, et des dizaines de milliards d'euros dans les caisses de l'État et des collectivités locales.

Il est clair que dans la situation actuelle de nos propres services, les principaux transferts des impositions prévus de la Douane à la DGFIP depuis 2020 jusqu'en 2024 ne peuvent aboutir qu'à la destruction de centaines d'emplois statutaires, à minima, et à des pertes colossales, à la fois pour le budget de l'État et celui des collectivités locales.

Tout comme à la DGFIP, avec la mise en place du nouveau réseau de proximité.

Le démantèlement des finances publiques a des conséquences désastreuses pour l'ensemble des agents, en termes de mobilité et de carrière, de conditions de travail et de rémunération.

Et de plus, sans aucune communication avec les agents.

Tout est fait dans le dos des agents, qui apprennent des informations par ci par là, puis se rendent compte que la DDFIP66 est complètement à la rue dans l'avancée des travaux concernant le SIP de Rivesaltes.

Rien n'est clair, laissant le doute complètement planer sur l'avenir des agents.

Les agents des douanes et des finances publiques ont été utiles à la population et à la société en général avant et pendant la crise sanitaire, et le sont encore aujourd'hui.

Alors s'il vous plaît, un peu de respect pour les agents des finances.